

ARRETE N°067/2024/ST

OBJET : Occupation temporaire du domaine public.

Le Maire de MARGUERITTES (Gard),

Vu le code de la route et ses articles R.419-9, R.417-10 et R.417-11,

Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-5 et L2131-2 relatif aux pouvoirs du Maire en matière de police de circulation,

Vu les articles L2212-1, L2212-2 et 2214-3 du code général des Collectivités Territoriales relatif aux pouvoirs du Maire,

Vu l'article R610-5 du code pénal,

VU le marché notifié en date du 04/05/2024, concernant la mise en place d'une fourrière automobile,

Vu la demande émanant de SARL Jeanney, domicilié au n°11 rue du Vieux Moulin à 30320 Bezouze, concernant une demande d'autorisation d'occupation du domaine public sur le terrain engazonné rue de Guirard afin de procéder à une livraison de béton au n°7 Alphonse de Lamartine à 30320 Marguerittes,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité des usagers utilisant le domaine public.

ARRETE

ART.1 : SARL Jeanney est autorisée à occuper le domaine public sur le terrain engazonné rue de Guirard afin de procéder à une livraison de béton au n°7 Alphonse de Lamartine à 30320 Marguerittes, sous réserve des prescriptions énoncées ci-après.

ART.2 : La circulation sera maintenue rue Alphonse de Lamartine à 30320 Marguerittes.

ART.3 : Ces prescriptions seront valables pour la période du 17/06/2024 de 07h30 à 18h00 inclus.

ART.4 : SARL Jeanney prendra toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des piétons aux abords du chantier et devra impérativement, à la fin du chantier, débarrasser le terrain de tout encombrant, déchets ou gravats s'il y a lieu ceci afin de laisser propre le domaine public.

ART.5 : La responsabilité du pétitionnaire est substituée à celle de la commune si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident ou incident qui est la conséquence de la présente réglementation.

ART.6 : Les infractions au présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la loi par toute personne habilitée à les constater.

ART.7 : Le présent arrêté municipal peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication, devant le tribunal administratif de Nîmes.

ART.8 : Le présent arrêté est publié conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Marguerittes.

ART.9 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Commandant chef de la brigade de Gendarmerie de Marguerittes, à Monsieur le Brigadier-Chef Principal de la Police Municipale de Marguerittes, à SARL Jeanney.

ART.10 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

A Marguerittes (Gard), le douze juin deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,
M. Bernard CHANTRIER




Adjoint délégué aux travaux et équipements publics